

MARC SADOON

DE LA  
DÉMOCRATIE  
FRANÇAISE

Essai sur le socialisme

*nrf essais*

GALLIMARD













## INTRODUCTION

La crise que connaît aujourd'hui le socialisme n'est pas une simple affaire de famille. Elle n'exprime pas un pur conflit interne, lié aux contraintes économiques et à la découverte du marché; elle n'est même pas la conséquence inévitable de la chute du communisme. Elle est la manifestation d'un mouvement plus profond qui, bien au-delà du parti, de ses militants et de ses courants, retrouve l'identité problématique de la démocratie française. Dans ses symptômes le socialisme ne parle pas seulement de lui-même, il révèle la difficulté de la démocratie à penser le pluralisme, à accepter la différence, à considérer l'Autre. Il dévoile la démocratie parce qu'il en exprime à l'excès, comme dans une caricature, toutes les contradictions.

Il lui a fallu conjuguer les temps et recomposer les espaces. Il n'était pas le seul mais seul il était pris dans le curieux paradoxe de la famille qui parie sur l'éternité et n'est pourtant jamais assurée de son identité. Le socialisme qui se donnait pour l'expression la plus accomplie de la démocratie et la plus naturelle de la classe élue n'a jamais connu l'évidence des positions stables et protégées. Il a lutté à ses débuts pour justifier sa parenté avec la République et il a, en 1920, opposé la rigueur de ses principes au défi du communisme. A l'inverse, il a, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, refusé de s'élargir aux cercles de la Résistance et il a, en 1971, parlé rupture et absolu. Il n'a en somme jamais su arbitrer entre le présent et le futur, l'ins-



cription dans la société et le repli sur le groupe. Et aujourd'hui encore, au lendemain d'une défaite historique qui, en mars 1993, l'a ramené électoralement plus de vingt ans en arrière, au moment où il retrouve le langage de l'ouverture et du compromis, c'est la même ambivalence qui s'exprime, celle de l'entre-deux où se heurtent les logiques de la composition et de l'intégrisme.

Une chose a pourtant changé, essentielle, qui fondait toute la construction du socialisme et justifiait le nom : une conception de l'incarnation de la classe et du peuple plutôt que de la représentation du citoyen, qui aspire à fondre le politique et le social plutôt qu'à justifier l'autonomie du public et du privé. A l'opposé des traditions qui, dans une lecture purement politique de l'affrontement, organisent les positions sur un axe horizontal – les progressistes et les conservateurs –, les socialistes transposaient en politique les hiérarchies sociales. Dans une fidélité au marxisme que tous les courants sur ce point respectaient, le politique apparaissait comme une simple réfraction du social et, comme le social, il connaissait des différences de légitimité et des inégalités de destin.

On peut comprendre sous ce double éclairage – la dépendance du politique, le caractère absolu du socialisme – ce que l'on a souvent appelé la tendance de la vie politique française au sinistrisme<sup>1</sup>. Pour un « simple » républicain et même pour un radical, la gauche exprimait le mouvement, le progrès, l'avenir. Et à ce signifié aucune famille ne pouvait totalement échapper, même pas les groupes conservateurs qui affichaient des identités consensuelles et à l'occasion se réclamaient même ouvertement de la gauche. Chacun le sait, la droite a longtemps eu du mal à afficher sa droite. Catégories inventées par le libéralisme, la droite et la gauche exprimaient la reconnaissance de la division et de la politique comme combat. L'ordre n'était plus le simple reflet de la nature, il était le produit de la libre confrontation des opinions. En ce sens, refuser la position politique assi-

1. Par sinistrisme, on désigne les conflits qui opposent les familles politiques pour l'occupation de la gauche de l'échiquier politique.

gnée par l'adversaire voulait d'abord dire échapper à la logique d'un jeu dont on n'avait pas posé les règles.

Avec l'introduction du socialisme sur la scène politique, cette opposition du tout et de la partie prenait pourtant une autre signification. Il ne suffisait plus d'opposer à l'autre la perfection du monde, il fallait maintenant fonder socialement sa légitimité. Et dans cet exercice, c'est l'ensemble des forces politiques qui se trouvait enfermé. Car à voir dans le politique l'expression des rapports sociaux de production, les socialistes lisaient le social dans un miroir déformant. Mieux, ils se donnaient les moyens d'inverser complètement les hiérarchies, faisant du peuple socialement dominé la force politiquement dominante. Là est la logique cachée de la loi du sinistrisme, dans cette capacité de la gauche de la gauche à se dire le porte-parole des exclus, de leur emprunter leur force rédemptrice, de laisser à l'adversaire le rôle, dégradant en démocratie, de représentant des couches sociales les moins légitimes : les patrons, les riches, les gros, les gens du château, comme disait Pierre Mauroy en 1981, dans un raccourci saisissant où le pouvoir de l'argent était associé au passé de l'Ancien Régime.

L'exercice était à la fois gratifiant et facile tant que le socialisme se donnait pour l'expression unifiée de la classe ouvrière. Il ne rassemblait que des groupuscules? Il peinait à affirmer sa représentation politique? Peu importe au fond : il était sans rival et pouvait, dans le cercle de famille, bricoler son corps de doctrine, l'ajuster aux contraintes du jeu parlementaire. Sur quelques principes simples, que personne ne contestait, il greffait des règles de conduite qui assuraient son statut à la frontière du système. Associées aux leçons du marxisme, les valeurs de la République traçaient une composition originale : le parti avait une base sociale, une doctrine, une position sur l'échiquier politique; il était, au sens plein du terme, une famille politique.

C'est cette harmonie que la formation du Parti communiste a mise en question. Contestée dans l'interprétation de ses principes, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) a dû argumenter, justifier, préciser surtout

ce qui la distinguait du communisme. Elle était exposée à la surenchère ; comme tous les partis dont l'audience n'est pas assurée, elle risquait de s'enfermer dans le radicalisme et le rigorisme. Elle n'y a pas totalement succombé. En son sein, se sont exprimées des formules entières, abruptes qui renouaient avec l'intégrisme des origines. Mais, dans sa majorité, le parti s'est accordé sur une solution qui lui permettait de vivre, avec sa loi, dans des institutions dont il ne partageait pas l'esprit. Etait-il ainsi sur un point moyen, au milieu, au centre, ou comme il le disait lui-même sur une troisième voie ? Aucun de ces mots ne définit exactement cette position d'entre-deux qui caractérisait si bien ses valeurs et ses représentations. Lui-même se définissait par un double refus : du stalinisme et du libéralisme, du collectivisme et du capitalisme, du communisme et de la social-démocratie. Les références changeaient selon les périodes et selon les locuteurs, mais toutes exprimaient la même exigence de l'acteur qui doit protéger l'équilibre de sa composition.

La synthèse à vrai dire n'était pas le produit de cet entre-deux. Bien avant le communisme, le socialisme avait, sous la plume de Jaurès, précisé une conception où la lecture classique et très primaire du marxisme était tempérée par le respect rigoureux du pluralisme et de l'Etat de droit. Il faisait un pari sur l'association du juste et du vrai, de la morale et de la foi, du relatif et de l'absolu. Même lorsqu'il était au plus extrême de la gauche, et même s'il refusait le mot, il était un compromis. Précisée mais conservée dans ses grandes lignes au congrès de Tours qui consacra en 1920 la scission entre les courants communiste et socialiste, la formule devait pourtant prendre un autre sens avec la recomposition de l'espace politique. Positive à l'origine, elle apparaissait désormais comme une conception imaginaire, nulle part réalisée, d'abord contrainte à l'effort de distinction. En 1979 encore, dans un colloque consacré à la social-démocratie, Lionel Jospin posait cette problématique de l'enfermement : « Sur la question réforme ou révolution, sur la question Etat et société civile, ou Etat central et institu-

tions locales, sur la question pouvoir du capitalisme ou pouvoir du travail, sur la question régulation de l'économie par le marché ou orientation de l'économie par la planification, sur la question capitalisme privé et secteur public. Sur toutes ces questions antagoniques nous avons essayé de déboucher sur des solutions de compromis<sup>1</sup>. » Et, au même moment, François Mitterrand, après avoir souligné les effets pervers du communisme et de la social-démocratie, se demandait s'il n'existait pas « un petit quelque chose en plus, qui permettrait d'éviter ou plutôt de dépasser ces pesanteurs<sup>2</sup> ».

Où se plaçait ce « petit quelque chose » qui distinguait le socialisme français? Dans son goût si souvent noté pour l'excès verbal? Ou dans sa considération de l'héritage républicain? Les deux si l'on considère le discours que prononce Léon Blum au congrès de Tours où, dans une carte d'identité très complète, sont dites à la fois les limites du pouvoir de l'idée et les certitudes indémontrables du croyant. A lire les grands textes, on ne sait trop ce qui domine de l'observation ou de la foi, du politique ou du mystique. Tout est ambiguïté et contradiction lorsqu'on ignore le statut des sources, le lieu de l'énonciation et l'identité du destinataire. Le parti n'est pas une structure autarcique, une belle machine qui trouve en son sein son équilibre et règle ses comptes en famille. Il est inscrit dans le système, relié à son environnement social et largement tributaire des autres institutions de l'Etat; il doit associer ces contraintes, élaborer un code de conduite dont la cohérence, toujours hypothétique, est mise à mal par les mouvements politiques et sociaux. L'expression n'est pas seulement convenue dans le cas qui nous occupe : le Parti socialiste n'a pas le statut tranquille des formations libérales et du Parti communiste qui, pour des raisons contraires, relie sans grande dissonance leurs conceptions du politique et du social. Il se veut – se voulait –

1. Jospin (L.), « Oui, nous voulons le socialisme », in *La social-démocratie en question*, Paris, PUF, coll. de la *Revue politique et parlementaire*, 1981, p. 291.

2. Mitterrand (F.), « Un autre choix », *ibid.*, p. 297.

à la fois institution de la République, élément d'un ensemble qui repose sur le principe de la représentation, et refus de cette logique, porte-parole d'un groupe social auquel il voulait entièrement s'identifier. Autrement dit, la même instance pouvait à la fois assumer sa reconnaissance du politique et exprimer sa seule considération du social, justifier et combattre la légitimité de la démocratie parlementaire, affirmer son attachement au pluralisme et défendre la perspective de l'unité et de la réconciliation finale.

Écrite au passé, cette histoire a pris fin, en France, dans les années quatre-vingt. Comme pour vérifier la parole de Blum qui craignait l'épreuve du pouvoir, le socialisme a laissé au pouvoir l'apparat de concepts et de formules qui donnaient forme à son nom : le parti par la classe, l'individu par le collectif, la démocratie par l'unité, l'égalité par l'autorité. Tout ce qui s'écrivait dans la conjonction se conçoit maintenant dans la séparation. Le révolutionnaire, nous rappelle Kolakowski<sup>1</sup>, ne croit pas au purgatoire, il ignore l'imperfection du monde et des faiblesses humaines, il ne voit de salut que total et définitif. C'est à cet absolu que le socialisme a renoncé. Il peut bien hésiter sur son nom, plus rien de ce qui le définissait n'existe encore aujourd'hui.

Reste pour l'observateur la question essentielle, la plus difficile sans doute à résoudre, celle qui soutient l'ensemble de ce travail et va bien au-delà de l'objet étudié : l'appréciation du projet socialiste, le sens qu'il a pris au regard des grandes catégories qui partagent la théorie politique. Pour l'exprimer sans détour, comment comprendre que le socialisme français s'est, malgré les principes sur lesquels il se fondait, toujours protégé de la tentation totalitaire. Au regard des schémas consacrés, tout l'en rapprochait : la croyance en l'absolu d'une fin de l'histoire, l'ambition de réduire définitivement les conflits, la supériorité des collectifs, la confusion du politique et du social. Et pourtant, dans

1. Kolakowski (L.), *L'esprit révolutionnaire*, trad. fr., Paris, éd. Complexe, 1977.

son siècle d'histoire, il a toujours choisi le relatif de la représentation, la valeur de l'individu, la reconnaissance de l'Autre. En son sein, se sont sans doute exprimées de multiples tentations pour les formules simples, catégoriques, unitaires ; chaque grande crise a trouvé chez lui des adeptes de la solution radicale : l'ignorance des droits de l'homme pendant l'affaire Dreyfus, la tentation autoritaire dans les cercles du néo-socialisme, l'adhésion, minoritaire mais significative, au gouvernement de Vichy ou au collaborationnisme sous l'occupation, la lecture simpliste du conflit colonial pendant la guerre d'Algérie. Il a cru aussi pouvoir expérimenter, dans le parti, le modèle de la société unifiée, s'est risqué aux formules douteuses du vrai, de la conscience collective et de l'esprit de parti. Mais que ce soit au pouvoir ou dans l'opposition, les arbitrages décisifs n'ont jamais contrevenu à la règle du pluralisme et au respect de l'Etat de droit.

Il ne faut pas négliger, dans cette recherche de l'explication, le rôle joué par les grandes figures du parti. Jaurès et Blum ont donné vie à un modèle dans les formes trop parfait pour répondre aux contraintes du réel ; Mitterrand s'est appuyé sur sa culture républicaine pour apprivoiser une grammaire très intégriste du socialisme. La tâche n'était pas facile. Comment, pour prendre l'exemple le plus proche, concilier la sentence énoncée au congrès fondateur du Parti socialiste à Epinay en juin 1971 – « Celui qui n'accepte pas la rupture, [...] celui-là, je vous le dis, ne peut pas être adhérent au Parti socialiste <sup>1</sup> » – ou la leçon d'histoire donnée au lendemain de la victoire de 1981 – « La majorité politique vient de rejoindre la majorité sociale <sup>2</sup> » – avec la très classique lecture de la démocratie politique donnée en 1973 – « L'alternance démocratique s'accompagne donc nécessairement du pluralisme des partis, de la reconnaissance de leur rôle et de la garantie de leurs droits <sup>3</sup> » ? Sous la plume d'un socialiste, le rapprochement des analyses apparaît natu-

1. Repris in Mitterrand (F.), *Politique*, Paris, Fayard, 1977, p. 326.

2. Repris in Mitterrand (F.), *Politique 2*, Paris, Fayard, 1981, p. 300.

3. Mitterrand (F.), *Ma part de vérité*, Paris, Fayard, 1969, p. 126.

rel alors qu'il est, dans une stricte compréhension des termes, atypique, mal accordé aux catégories les plus classiques de la théorie politique. Par définition fragile, la construction appelle une attention redoublée aux contraintes de la légalité; elle exige une parole ferme de l'autorité, qui rappelle à l'impatient – celui qui oublie les deux volets indissociables de l'égalité et de la liberté – que le socialisme ne se conçoit pas sans la démocratie.

La personnalité exceptionnelle – Jaurès, Blum ou, avec ses hésitations, Mitterrand – rappelle donc le sens, elle l'éclaircit quand, ce qui est plus rare, elle sait associer les qualités du savant et du politique, mais, tout compte fait, elle ne l'impose pas. L'autorité n'opère pas si elle ne parvient pas à s'appuyer sur de solides traditions – ce que Montesquieu appelait mœurs et Tocqueville état d'esprit – qui donnent son identité à une famille politique. Entre communisme et libéralisme, le socialisme a-t-il trouvé une position autre qu'incertaine, hybride et composite? Y a-t-il en politique place pour une troisième voie qui concilie les contraintes et les ressources de la démocratie politique et de la démocratie sociale? Il faut, pour le comprendre, déplacer l'éclairage.

Dans ses *Réflexions sur la révolution en Europe*, Ralf Dahrendorf propose une double distinction entre « société ouverte » et « société fermée », « politique constitutionnelle » et « politique normale » : « Dans les affaires de politique constitutionnelle, il n'y a pas deux possibilités, ou plutôt, il n'y a que deux possibilités, la société close ou la société ouverte, alors qu'en politique normale une centaine de choix pourraient s'offrir, et trois ou quatre se concrétisent d'ordinaire <sup>1</sup>. » L'analyse offre une claire appréciation de la manière dont le socialisme a compris son intégration dans les pays occidentaux; elle traduit encore plus précisément l'effort qu'il a dû mener dans les sociétés comme la France où il était confronté à une forte implantation du communisme : il lui a fallu se démarquer d'une conception qui mêlait les moyens et les fins, et, pour cela, il a distingué

1. Dahrendorf (R.), *Réflexions sur la révolution en Europe, 1989-1990*, trad. fr., Paris, Le Seuil, 1991, p. 42.

le modèle et le réel – dans les termes de Dahrendorf, le constitutionnel et le normal. Il a lu le quotidien dans le prisme de son code formel, mais en rappelant, chaque fois qu'il le fallait, que l'extraordinaire ne pouvait se construire contre l'ordinaire, l'absolu contre le relatif, l'unité contre la pluralité. En ce sens, il est sans doute allé plus loin qu'il ne le voulait à l'origine, réduisant progressivement la part du modèle, détruisant son équilibre interne dans la reconnaissance qu'il donnait de la démocratie représentative.

L'évolution n'a pourtant pas été marquée par une révision formelle des principes. Sous la pression communiste, le socialisme a précisé son projet, il a rappelé le sens qu'il donnait au pouvoir, s'est prémuni de la tentation élitiste. Mais il n'a pas consenti, à la Libération, à intégrer les deux démocraties – politique et sociale, libérale et socialiste – qu'il distinguait dans le modèle que lui proposait Léon Blum. Il s'est crispé sur ses principes, revenant même, dans les années soixante-dix, à une conception de la rupture mal accordée à la leçon du congrès de Tours. En quoi se distinguait-il alors du communisme? Par un trait essentiellement : le consentement au pluralisme. Il aspirait à résorber le politique dans le social, il identifiait le parti et la classe, mais il rappelait que son projet ne pouvait pas s'accorder avec la règle du centralisme démocratique, que la réduction des clivages ne postulait pas l'unité de pensée. De manière révélatrice, le parti, qui se présentait comme une image de la société future, préservait en son sein la libre expression des opinions : s'il s'essayait parfois à réduire l'influence de l'adversaire de tendance, il n'en niait pas l'existence. C'est dire que la possession de tout pouvoir, celui du parti comme celui de l'Etat, était pour le socialisme nécessairement liée au respect de l'alternance. Sur ce point qui, en 1972 encore, à propos du programme commun de gouvernement, faisait l'objet de discussions, il ne pouvait y avoir de concession.

Au regard de la théorie politique, le socialisme présente tous les caractères d'une conception difforme. Il n'est pas un totalitarisme, et il n'est pas davantage une philosophie de la société close. Se range-t-il pour autant du côté des socié-



tés ouvertes? Faut-il renoncer à l'hypothèse d'une troisième voie? La réponse est ici prudente. Sur le plan des idées, le socialisme a bien proposé une solution intermédiaire qui associait la raison du libéralisme politique à l'eschatologie de l'unité sociale, mais il n'a jamais pu donner forme à son projet, s'est toujours heurté à la dissociation des plans qu'il voulait réunir. Grisé par ses mots, le socialisme a proclamé l'avènement inéluctable de la société unifiée et il a, en 1981 encore, rappelé la primauté du social sur le politique. Mais entre la communauté des fins qui le liait au communisme et la communauté des moyens qui le rattachait au libéralisme, il a toujours protégé dans les faits sa parenté libérale. En ce sens, la solution de la troisième voie n'est qu'une belle construction intellectuelle sans prise sur le réel. Au regard des principes, la dialectique démocratie-totalitarisme apparaît fruste, impuissante à rendre compte de l'originalité du projet socialiste; appliquée à l'histoire politique, elle retrouve une plus grande pertinence, exprime plus justement l'éventail réduit des solutions « constitutionnelles ».

Ce n'est pas dans les extrêmes que l'on pourra vérifier ces hypothèses. L'histoire et la science politique se sont attachées à scruter sur tous les plans les formes politiques les plus tranchées – les régimes totalitaires, les partis communistes, les extrémismes de droite – qui par définition ne peuvent nous renseigner sur les lieux plus imprécis où s'éprouve la rencontre des contraires, où la démocratie exprime ses limites et ses contradictions. Et dans cette entreprise les sciences sociales n'ont pas toujours échappé aux jugements de valeurs, aux valorisations et aux exclusions dont leurs objets d'étude imposaient l'évidence : le mouvement ouvrier, le Parti, le révisionnisme, le réformisme. Chacun de ces termes que la langue savante a repris sans réserve fonctionne sur un ensemble de références consacrées : le statut second de tout ce qui n'est pas ouvrier, le nom usurpé pour tout ce qui n'est pas communiste, la trahison pour tout ce qui éloigne du marxisme. On pourrait ainsi trouver dans la littérature scientifique une série d'analyses qui, fonctionnant de manière implicite sur la valorisation du

pur et l'existence du vrai, se révèlent impuissantes à comprendre comment se heurtent et se concilient les contraires.

L'observateur n'est pourtant jamais démuni quand il accepte de travailler sur les terres hybrides où se développent les contradictions. On en trouvera en abondance dans ce livre : l'attachement du socialisme à la démocratie et sa longue fidélité à la dictature du prolétariat, le respect du suffrage universel et l'appel à l'action des masses, la valeur de l'individu et l'importance des collectifs, le refus de l'autorité et le culte du chef, la rencontre enfin de l'incarnation et de la représentation de la classe et du peuple. Essentiel mais bien curieux, ce dernier couple résume tout l'esprit du socialisme, sa volonté d'effacer ce qui peut brouiller l'expression du peuple mais aussi l'intuition qu'il avait des dangers de cette entreprise. Se représenter quelque chose, c'est l'assimiler à soi, l'inclure en soi, donc en nier l'altérité. Le socialisme voulait inverser le mécanisme, se fondre dans le peuple, se faire peuple, mais, à la différence du communisme, il savait aussi que seule l'affirmation de l'individu avait permis la constitution d'un espace public. Il hésitait en somme entre la séparation qui protège l'existence de l'autre et l'assimilation qui la limite ou la détruit. On le verra – et l'image pourrait résumer l'esprit de ce livre – le parti a toujours hésité sur les pronoms ; le tu et le vous, le je et le nous.

Parce que tous ces ajustements ne se sont jamais opérés sans difficulté, ont pris des formes différentes selon les périodes, le socialisme appelle, sans doute plus que tout autre objet, une lecture à la fois historique et sociologique, une attention aux sources et à la chronologie, et une considération des ensembles et des structures. Intimement reliées, appuyées sur des concepts situés, les deux approches justifient ici une écriture prudente au singulier où l'attention à la permanence des valeurs et des représentations laisse place à la considération des évolutions et des ruptures. Pour nous suivre, le lecteur devra rompre avec la posture du

savant qui prétend corriger tout ce que le discours des acteurs a d'incohérent et de contradictoire; il consentira à prendre au sérieux ce que ces derniers disent, non pas pour retrouver dans leurs mots et leurs écrits une rationalité qu'ils n'ont pas mais pour restituer la logique de leur construction et comprendre la manière dont ils organisent, avec leurs valeurs, leur position dans l'espace politique. A cette condition, le lecteur pourra reconnaître les signes de la crise que le socialisme traverse. Sur presque un siècle, celui-ci a gardé, en France, ses assises avant de les perdre en une décennie de pouvoir. Dans les trois cercles qu'il faut successivement considérer pour préciser sa place dans la démocratie – la République, la gauche, le parti –, il est apparu comme un obscur objet de l'histoire avant de se fondre dans l'anonymat des formations ordinaires.

*Première partie*

**ENTRE LES DEUX DÉMOCRATIES**



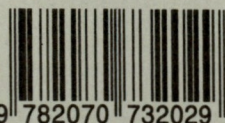
MARC SADOUN  
DE LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE  
Essai sur le socialisme

La démocratie française est un équilibre délicat entre deux parts : jacobine, elle pose que la souveraineté du peuple ne souffre aucune division et s'incarne dans la puissance publique ; libérale, elle affirme que la souveraineté politique se fonde sur l'expression libre des intérêts du citoyen et se doit de représenter la diversité des opinions. La République est la forme spécifiquement française d'une culture politique qui, démocratique et attachée aux clivages des convictions, vise néanmoins, du jacobinisme dénonciateur des factions au gaullisme contempteur des partis, à réduire antagonismes et ferments de dissociation.

Dans cet entre-deux de la démocratie française s'est bâti le socialisme, soucieux de conjuguer une conception incarnative du social : l'avenir de chacun passe par l'émancipation de tous les exploités, et une vision représentative de la politique : l'émancipation de tous résultera du plein exercice des droits de chacun. Ainsi, le socialisme cumule tous les paradoxes de la démocratie française, justifiant la légitimité de la démocratie parlementaire au nom de l'autonomie du public et du privé, la combattant au titre de la nécessaire unité de la société et de la réconciliation finale. À cet équilibre instable, Léon Blum donne une assise en distinguant la démocratie pluraliste, à défendre dans le présent, et la démocratie unifiée, à construire dans le futur.

À cette synthèse, le parti socialiste renonce, lors du congrès d'Épinay, en 1971. Quand viennent les rigueurs de tous ordres, il se trouve idéologiquement démuné, passant de la conviction que tout est possible dans l'instant à l'idée que seul est possible l'état des choses présent. La crise d'identité que traverse depuis lors le socialisme français n'est que l'expression exacerbée de celle que connaît la démocratie française : tout renoncement à l'idéal qui tire une société vers son incessante amélioration, tout refus de la tension créatrice entre le possible et l'impossible se paient pour finir de la brutale révélation de l'inachèvement de l'état social.

*Marc Sadoun est professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris.*



9 782070 732029



93-IX A 73202 ISBN 2-07-073202-9 125 FF tc